# Guide pour les associations

Demande de subvention égale ou supérieure à 5000 €

# Quelles dépenses sont « subventionnables »

**En premier lieu, une collectivité territoriale ne peut octroyer une subvention à une association que si l'activité ou le projet de cette dernière présente un intérêt public local. Pour les subventions octroyées par l'Etat, on parle d'intérêt général (à ne pas confondre avec la notion fiscale d'intérêt général d'une association).**

**Intérêt général**

L'activité ou le projet de l'association doit couvrir les domaines comme le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique, la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

**Intérêt public local**

Il faut remplir plusieurs conditions :

La subvention :

- respecte le principe de neutralité (laïcité, absence de but politique, non intervention dans un conflit collectif de travail) ;
- présente un intérêt général local ;
- n'est pas motivé par la seule volonté de satisfaire un intérêt privé ;
- rentre dans le champ d'application territorial de la collectivité ;
- répond aux besoins de la population locale.

**Une présentation financière de l'association**

L'association doit faire preuve de transparence, en communiquant l'ensemble de ses documents financiers :

- Copie des **derniers comptes annuels et des rapports moral et financier présentés lors de la dernière assemblée générale** ;

- Un **budget prévisionnel pour l'ensemble des activités de l'association**. Approuvé par l'organe délibérant (Bureau ou conseil d'administration ou assemblée générale selon les statuts).

# Les caractéristiques de la subvention

**La principale caractéristique de la subvention est d'être attribuée sans contrepartie.**

Du fait de l'absence de contrepartie, la subvention présente un caractère discrétionnaire pour la collectivité publique qui l'accorde, ce qui signifie qu'une association n'a aucun droit à l'attribution ou au renouvellement d'une subvention d'une année sur l'autre.

L'attribution d'une subvention par une collectivité publique doit être justifiée par des considérations d'intérêt général local pour le soutien d'un projet. Le montant de la subvention présente un caractère forfaitaire.

Une subvention ne peut être consentie qu'à une association dotée de la personnalité morale et juridique, par conséquent régulièrement déclarée. Certaines associations ne peuvent recevoir des subventions nationales, régionales, départementales, européennes que si, en plus elles sont agréées par ces administrations (cas des associations sportives, s'agissant des subventions de l'état, par exemple).

La subvention est allouée pour un objet déterminé, un projet spécifique, ou est dédiée au financement global de l'activité associative. Elle peut prendre des formes variées, et être octroyée en espèces et /ou en nature (mise à disposition de locaux, matériels, prestations, etc…).

**Une subvention ne sera accordée qu'après fourniture des documents comptables et du rapport moral annuel.**

## Les avantages en nature

Ils peuvent être divers et comme la subvention financière, ils ont un caractère discrétionnaire pour la collectivité publique qui l'accorde. L'ensemble détermine la subvention globale.

- **Les locaux communs**

- **Les locaux affectés** à certaines associations. Ces affectations ne le sont qu'à titre précaire et doivent impérativement être entretenus de manière correcte et systématique et la consommation d'énergie, maîtrisée.

- **Les matériels** Les matériels municipaux comme les locaux doivent être entretenus de manière correcte et systématique et utilisés en fonction de leur destination.

- **Intervention des personnels municipaux** ponctuelle, après demande et accord de l'autorité territoriale.

- **Les photocopies** ponctuelles et en quantité raisonnable, après demande et accord de l'autorité territoriale.

# Pièces à joindre impérativement à votre demande

## Pièces à joindre impérativement tous les ans :

- ☐ Le présent dossier dûment complété
- ☐ Un bilan annuel d'activités (actions entreprises, projets réalisés…) signé par le président
- ☐ Bilan prévisionnel de l'année en cours (N)
- ☐ Compte de résultats de l'année précédente (N-1) Annexe 1
- ☐ Si changement de banque, fournir un RIB

## Pièces à joindre en plus, lors de votre 1ère demande de subvention :

- ☐ Récépissé de déclaration à la Sous-Préfecture
- ☐ Copie de l'extrait au journal officiel
- ☐ Copie des statuts signés par le président
- ☐ Composition du conseil d'administration avec nom et fonction des membres
- ☐ Relevé d'identité Bancaire ou postal au nom de l'association à coller à l'emplacement prévu
- ☐ Numéro SIREN de l'association
- ☐ Un RIB

# Dossier de demande

## de subvention communale 2027

### au titre des associations

**Nom et adresse de l'association :**

……
……

……
……

……
……

**Motivation de la demande :**

……
…….

……
…….

**Montant de la subvention demandée :**

……

**A adresser à :** Madame le Maire **- Mairie du Lardin Saint Lazare**
2, avenue Georges Haupinot - 24570 Le Lardin Saint Lazare

**Avant le 12 février 2027**

**En cas de non-retour à cette date, aucune subvention ne sera attribuée.**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

# ASSOCIATIONS

N°12156*06

# DEMANDE DE SUBVENTION(S)

**Formulaire unique**

***Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1***
***Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016***

---

**Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.**

**Une notice n° 51781#04 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.**

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur **https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623** **Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :**

| Forme | Fréquence - Récurrence | Objet | Période |
|---|---|---|---|
| **en numéraire (argent)**<br>**en nature** | **première demande**<br>**renouvellement (ou poursuite)** | **fonctionnement global**<br>**projets(s)/action(s)** | **annuelle ou ponctuelle**<br>**pluriannuelle** |

*À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://lannuaire.service- public.fr/)* :

**État - Ministère**

Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)
.....

**Conseil régional**

.....

Direction/Service
.....

**Conseil départemental**

.....

Direction/Service
.....

**Commune ou Intercommunalité**

.....

Direction/Service
.....

**Établissement public**

.....

**Autre (préciser)**

.....

# 1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination :
.....
Sigle de l'association : ..... Site web: .....

1.2 Numéro Siret :

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :
*(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)*

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date
1.5 Volume : Folio : Tribunal d'instance :

-

1.6 Adresse du siège social :
.....
Code postal : ..... Commune :
.....
Commune déléguée le cas échéant :
.....

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :
.....
Code postal : ..... Commune : .....
Commune déléguée le cas échéant :
.....

1.7 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)
Nom : ..... Prénom : .....
Fonction :
.....
Téléphone : ..... Courriel :
.....

1.8 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)
Nom : ..... Prénom : .....
Fonction : .....
Téléphone : ..... Courriel : .....

# 2. Relations avec l'administration

**Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)?** oui non
Si oui, merci de préciser :

**Type d'agrément:** **attribué par** **en date du :**

**L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?** oui non
Si oui, date de publication au Journal Officiel :

**L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?** oui non

## 3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*

.....

.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non oui Si oui, lesquelles?

.....

.....

**Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée :**

A quelle fédération l'association est-elle affiliée ? (veuillez choisir parmi les listes déroulantes ci-dessous) :

L'association1 - Clubs ou structures associatives constitue-t-elle une ligue, un comité ou un club ?

locales 2 - Comités et ligues niveau départemental 3 - Comités et ligues niveau régional

4 - Fédérations ou associations nationales

5 - Fédérations ou associations internationales

Pour les ligues, comités régionaux ou départementaux, nombre de clubs fédérés sur le territoire (région, département, etc.) : I__I__I__I__I

Nombre de licenciés de sexe : - féminin :

## 4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

| | |
|---|---|
| Nombre de bénévoles :<br>*Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.* | |
| Nombre de volontaires :<br>*Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)* | |
| Nombre total de salariés : | |
| dont nombre d'emplois aidés | |
| Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) | |
| Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique | |
| Adhérents<br>*Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association* | |

# 5. Budget prévisionnel de l'association - *Année 2027 ou exercice de 2026 à 2027*

| CHARGES | Montant | PRODUITS | Montant |
|---|---|---|---|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| **60 - Achats** | | **70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services** | |
| Achats matières et fournitures | | **73 - Concours publics** | |
| Autres fournitures | | **74 - Subventions d'exploitatio n[2]** | |
| | | Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page | |
| **61 - Services extérieurs** | | | |
| Locations | | | |
| Entretien et réparation | | | |
| Assurance | | Conseil-s Régional(aux) : | |
| Documentation | | | |
| **62 - Autres services extérieurs** | | Conseil-s Départemental (aux) : | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | | |
| Publicité, publication | | | |
| Déplacements, missions | | Communes, communautés de communes ou d'agglomérations : | |
| Services bancaires, autres | | | |
| **63 - Impôts et taxes** | | | |
| Impôts et taxes sur rémunération | | | |
| Autres impôts et taxes | | Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) : | |
| **64 - Charges de personnel** | | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) | |
| Rémunération des personnels | | L'agence de services et de paiement (emplois aidés) | |
| Charges sociales | | Autres établissements publics | |
| Autres charges de personnel | | Aides privées (fondation) | |
| **65 - Autres charges de gestion courante** | | **75 - Autres produits de gestion courante** | |
| | | 756. Cotisations | |
| | | 758. Dons manuels - Mécénat | |
| **66 - Charges financières** | | **76 - Produits financiers** | |
| **67 - Charges exceptionnelles** | | **77 - Produits exceptionnels** | |
| **68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements** | | **78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions** | |
| **69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés** | | **79 - Transfert de charges** | |
| **TOTAL DES CHARGES HORS CVN** | | **TOTAL DES PRODUITS HORS CVN** | |
| **Excédent prévisionnel (bénéfice)** | | **Insuffisance prévisionnelle (déficit)** | |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)** [3] | | | |
| **86 - Emplois des contributions volontaires en nature** | | **87 - Contributions volontaires en nature** | |
| 860 - Secours en nature | | 870 - Dons en nature | |
| 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services | | 871 - Prestations en nature | |
| 862 - Prestations | | | |
| 864 - Personnel bénévole | | 875 - Bénévolat | |
| **TOTAL DONT CVN** | | **TOTAL DONT CVN** | |

Ne pas indiquer les centimes d'euros.

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°

# 6. Projet - Objet de la demande

Remplir une « rubrique *6 - Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la oui non

**Intitulé** :

**Objectifs :**

**Description :**

**Bénéficiaires : caractéristiques sociales dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc**

Nombre d'adhérents habitant au LARDIN ST LAZARE :……

Soit, …… enfants jusqu'à 17 ans inclus

Et …… adultes à partir de 18 ans

:

(

Nombre d'adhérents habitant dans les autres communes : ……

Soit, …… enfants jusqu'à 17 ans inclus

Et …… adultes à partir de 18 ans

NOMBRE TOTAL D'ADHERENTS :……

Projet n°

# 6. Projet - Objet de la demande (suite)

**Territoire :**

**Moyens matériels et humains** (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) **:**

| | Nombre de personnes | Nombre en ETPT |
|---|---|---|
| Bénévoles participants activement à l'action/projet | | |
| Salarié dont en CDI dont en CDD dont emplois aidés[4] | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Volontaires (services civiques ...) | | |

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

oui non Si oui, combien (en ETPT) :

**Date ou période de réalisation :** du (le) au

**Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus**

[4] Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n° 6. Budget[5] du projet – Ne pas compléter si vous présentez un fonctionnement global, annuel

*Année 2027 ou exercice de 2026 à 2027*

| CHARGES | Montant | PRODUITS | Montant |
|---|---|---|---|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| **60 - Achats** | | **70 - Vente d e produits finis, de marchandises, prestations de services** | |
| Achats matières et fournitures | | **73 - Concours publics** | |
| Autres fournitures | | **74 - Subventions d'exploitatio n [2]** | |
| | | Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page | |
| **61 - Services extérieurs** | | | |
| Locations | | | |
| Entretien et réparation | | | |
| Assurance | | Conseil-s Régional(aux) : | |
| Documentation | | | |
| | | | |
| **62 - Autres services extérieurs** | | Conseil-s Départemental (aux) : | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | | |
| Publicité, publication | | | |
| Déplacements, missions | | Communes, communautés de communes ou d'agglomérations : | |
| Services bancaires, autres | | | |
| **63 - Impôts et taxes** | | | |
| Impôts et taxes sur rémunération | | | |
| Autres impôts et taxes | | Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) : | |
| **64 - Charges de personnel** | | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) | |
| Rémunération des personnels | | L'agence de services et de paiement (emplois aidés) | |
| Charges sociales | | Autres établissements publics | |
| Autres charges de personnel | | Aides privées (fondation) | |
| **65 - Autres charges de gestion courante** | | **75 - Autres produits de gestion courante** | |
| | | 756. Cotisations | |
| | | 758. Dons manuels - Mécénat | |
| **66 - Charges financières** | | **76 - Produits financiers** | |
| **67 - Charges exceptionnelles** | | **77 - Produits exceptionnels** | |
| **68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements** | | **78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions** | |
| **69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés** | | **79 - Transfert de charges** | |
| CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET | | RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET | |
| **Charges fixes de fonctionnement** | | | |
| **Frais financiers** | | | |
| **Autres** | | | |
| **TOTAL DES CHARGES HORS CVN** | | **TOTAL DES PRODUITS HORS CVN** | |
| | | | |
| **CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]** | | | |
| **86 - Emplois des contributions volontaires en nature** | | **87 - Contributions volontaires en nature** | |
| 860 - Secours en nature | | 870 - Dons en nature | |
| 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services | | 871 - Prestations en nature | |
| 862 - Prestations | | | |
| 864 - Personnel bénévole | | 875 - Bénévolat | |
| **TOTAL DONT CVN** | | **TOTAL DONT CVN** | |

**La subvention sollicitée de €, objet de la présente demande représente % du total des produits du projet dont CVN** (montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

Projet n°

# DEMANDE D'EQUIPEMENTS

**Date de la demande:**

| Demande d'équipement pour une manifestation<br>Cette fiche est à déposer 1 mois avant la manifestation | Demande d'équipement à titre permanent ou de longue duréee |
|---|---|
| Date de la manifestation: | Date de début:<br>Date de fin: |
| Titre - nom de la manifestation: | |
| Descriptif sommaire de la manifestation: | Qualification du besoin / projet concerné par la demande: |
| Nombre de personnes attendues: | Nombre de bénéficiaires: |
| Horaire de la manifestation: Début: h<br>Fin: h | |

| Site, lieu ou éguii;1eme□t: | Matériel: | Quantité: |
|---|---|---|
| Parc, jardin: | Sonorisation, micro, pied | |
| Voie publique (allée, place, square, etc.): | Vidéoprojecteur, écran | |
| Stade (préciser): | Projecteurs, éclairage | |
| | Stand-Barnum 3x3m | |
| Salle, gymnase: | Stand-Barnum 3x3m avec électricité | |
| Equipement spécifique (piscine, bibliothèque, musée, monument, ouvrage d'art, etc.): | Stand-Barnum 3x3m avec éclairage | |
| | Chaises | |
| | Tables, tréteaux | |
| Autre: urnes, isoloirs, restauration, vaisselle, comptoir, wifi, pupitre, etc. préciser): | Bancs | |
| | Grilles, panneaux et supports d'exposition | |
| | Barrières de chantiers, de police ("Vauban") | |
| | Podium ou scène (préciser dimension souhaitée) | |

| |
|---|
| Livraison ou installation conforme le: |
| Etat des lieux sortant le: |
| Commentaires état matériel: |

| **SECURITE** | **Partie réservée à la collectivité** |
|---|---|
| Présence/ronde police souhaitée:<br>de h à h | |
| Gardiennage: | |

# 7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

représentant(e) légal(e) de l'association

*Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci[8].*

**déclare** :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives[9], comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;

- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)[10]

inférieur ou égal à 500 000 € supérieur

à 500 000 €

- demander une subvention de : € au titre de l'année ou exercice

€ au titre de l'année ou exercice

€ au titre de l'année ou exercice

€ au titre de l'année ou exercice

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le à

Signature Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

[8] "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

[9] Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

[10] Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.